

# Les eurodéputés veulent plus d'assistants

## LE RÉSUMÉ

Les deux premières formations au Parlement européen, le PPE et le S&D, veulent accroître le nombre d'assistants au service des groupes politiques.

Une proposition pour créer 76 nouveaux postes sera examinée la semaine prochaine par la commission des budgets.

### VINCENT GEORIS

Le Parlement européen manque-t-il de main-d'œuvre? Les deux plus importants groupes politiques de l'assemblée, le Parti populaire européen (PPE) et les Socialistes et Démocrates (S & D) ont, en tout cas, l'intention ferme d'augmenter leur personnel. Ils ont déposé une proposition pour créer 76 nouveaux postes au service des groupes politiques.

Une première discussion sur cette proposition aura lieu au sein de la commission des budgets la se-

maine prochaine. Un vote en plénière est prévu au mois d'octobre. Le texte, soutenu par les deux groupes formant la majorité parlementaire, a toutes les chances d'être adopté.

### «Aucune nouvelle charge ne le justifie»

Tous les eurodéputés, pourtant, ne sont pas sur la même longueur d'onde. Beaucoup y voient une nouvelle dépense supplémentaire injustifiée, après l'augmentation de la rémunération des assistants l'an dernier. Pas moins de 4.060 assistants, attachés aux députés et aux groupes politiques, travaillent déjà pour les parlementaires.

Les députés libéraux de l'ADLE, dont le Belge Gérard Deprez, membre de la commission des budgets, ne sont pas d'accord avec cette mesure. «Il n'y a absolument pas besoin de ce nouveau personnel», explique une source de l'ADLE. «Aucune charge supplémentaire ne le justifie. Notre groupe ne devrait pas les accepter».

Pour les Libéraux, cette décision enverrait un mauvais message vers les électeurs. «Les initiateurs de cette proposition voudraient que chaque député européen ait autant d'assistants que ceux du Congrès américain. Mais c'est n'importe quoi. Le Parlement européen n'est pas le Congrès américain»,

ajoute cette source.

Les Verts européens ne sont pas très enthousiastes. «Très franchement, je ne comprends pas cette mesure. Le cadre des deux grands groupes, le PPE et

les S & D, n'est pas au complet... Ils ont encore des postes disponibles. Pourquoi veulent-ils en créer de nouveaux? Le temps n'est pas à des dépenses budgétaires supplémentaires», dit Philippe Lamberts, coprésident des Verts.

Les Verts voteront contre la proposition au sein du comité des budgets. Ils pourraient se rallier à cette proposition si celle-ci était neutre sur le plan budgétaire. «Ceci dit, c'est vrai que les groupes politiques doivent avoir l'expertise suffisante pour se former une opinion indépendante. Je pense même que ce type de poste est parfois plus important que celui d'assistant personnel».

### Lutte d'influence

Certains voient dans la création de ces nouveaux postes une manière d'accroître l'influence des groupes politiques par rapport à celle du Secrétariat général du Parlement européen, l'organe chargé de coordonner les travaux de l'assemblée, dirigé par l'Allemand Klaus Welle, et réputé neutre. La thèse, soulevée hier

par le journal en ligne Politico, a ses partisans. «Le Secrétariat général réclame lui aussi de nouveaux effectifs. L'adoption de cette proposition court-circuiterait les ambitions de M. Welle. Elle renforcerait la légitimité politique du parlement», dit une source européenne.

Les socialistes soutiennent la proposition. «L'idée, c'est d'avoir des groupes politiques plus étoffés pour faire en sorte que le Parlement européen soit encore plus efficace. Il y a deux manières de faire, soit on donne plus d'urgent aux partis politiques, soit on renforce les groupes au sein du parlement», confie une source du S & D. «Ces nouveaux engagements se feront sur base des mérites et des mêmes critères que les fonctionnaires européens».

Pour le S & D, le bras de fer entre les groupes politique et le Secrétariat général ne tient pas. «Le cabinet de Klaus Welle a, lui-même, une orientation politique proche du PPE, je ne vois pas l'intérêt de les dresser l'un contre l'autre», souligne cette source.

**«Très franchement, je ne comprends pas cette mesure.»**

PHILIPPE LAMBERTS  
COPRÉSIDENT DES VERTS  
EUROPÉENS